



La Commune



Effondrement sur pied - premières secousses

Cinq policiers en colonne équipés de deux boucliers balistiques, de fusil d'assaut et de pistolets automatique ont abattu un homme âgé de 51 ans, décrit comme un forcené, armé d'une machette et, selon les sources policières, d'un pistolet automatique (ce que nie la famille du défunt). Cet homme n'avait aucun antécédent judiciaire. Si ce n'est pas une exécution, cela y ressemble fort. La victime a été littéralement fusillée. Autre effet de la crise de la Police, c'est-à-dire de la crise de l'Etat et de son appareil policier. Sur fond de crise sociale aiguë.



de
La Commune
Pour un Parti des Travailleurs

La colère des policiers demeure incontrôlée et confuse. Elle est en partie dévoyée dans le sens voulu par Valls affirmant sa « solidarité » avec les policiers « en colère ». Certaines factions saisissent cette occasion pour remettre en avant la « revendication » des peines-plancher, de la présomption de légitime défense dont nous venons de constater les coups terribles qu'elle pourrait porter. « L'intersyndicale » qui a appelé à manifester devant les palais des justice n'a guère été suivie. Une partie des policiers décrie les syndicats « co-gestionnaires ». Les rassemblements « sauvages » se poursuivent. Le caractère confus, chaotique, insaisissable de cette séquence exprime la tendance à la dislocation de l'appareil policier, dans une situation où le mouvement ouvrier organisé ne prend aucune initiative sur le terrain de la lutte de classes.

« On ne sait plus ce qu'ils veulent »

Au ministère « On est surpris de sa durée, admet un officiel. Mais on est également circonspects face aux revendications. On ne sait plus trop ce qu'ils veulent. On se demande même si eux-mêmes le savent. » ; « C'est un mouvement anti-élites, analyse un officier légitimiste. Contre le ministère, contre les commissaires et contre les syndicats. »

De son côté, le syndicat de la magistrature dénonce « L'idée de «relâcher le contrôle des armes» et de «placer les décisions de justice sous surveillance policière», dans le cadre d'une «information partagée» » que développe le ministère en réponse aux « policiers en colère » : renforcement de l'État policier, mais sans rien donner « budgétairement » ou, le moins possible.

A tout le moins, le gouvernement, lui, sait ce qu'il veut : poursuivre ses attaques contre les principes du Droit et maintenir l'austérité dans toute la Fonction publique.

Les vrais responsables : les auteurs de l'État d'urgence

La principale responsabilité de ce qui arrive incombe aux auteurs de l'État d'urgence, à ceux qui l'ont voté, permettant au chien de garde de monter sur la table et d'exiger d'être placé au-dessus des lois, de contrôler la justice, en martelant que la justice devrait être au service de la Police.

Par les temps qui courent, tout ceci creuse encore le fossé entre la police et la population, au grand dam de Mélenchon et de tous ceux qui croient ou veulent faire croire au mythe de la « police républicaine ». Ce qui creuse des lignes de fracture au sein même de ce corps spécial de fonctionnaires.

Ces faits, ces drames, cette tension sont une des expressions parmi d'autre de l'effondrement sur pied de la Vème république dont nous vivons les premières secousses.

PS et LR : partis désertés

Nous en sommes au stade où le chef de l'Etat et le chef du gouvernement s'affrontent en direct, tandis que les adhérents désertent en masse le PS (à ce rythme, ne resteront que ceux qui sont redevables des notables de ce parti, qui, pour un emploi, qui, pour un logement...). Les Républicains vivent à peu près la même hémorragie, sans que le FN n'en tire profit.

FN : « Plusieurs lignes, pas forcément compatibles »

Les tiraillements au sein du FN se poursuivent, en toile de fond. Dernier accroc en date, l'intervention de Marine Le Pen pour interdire à sa nièce de participer à une émission de télévision. Le Monde relève que Selon un cadre de France Télévisions, l'émission a choisi de solliciter Marion Maréchal-Le Pen pour « montrer qu'il y a plusieurs lignes, pas forcément compatibles, au sein du parti »

Grenoble : Parti de gauche contre Parti de gauche

Et, bien que les médias fassent silence sur ce « dossier », le parti de Mélenchon est dans la tourmente, à la suite des menées de la municipalité EELV-PG contre les services publics locaux, contre les fonctionnaires territoriaux et leurs organisations CGT-SUD-FO . Conséquence : les militants PG mécontents sont désavoués et mis en tutelle par la direction nationale du PG. Mélenchon se retranche dans un silence armé jusqu'aux dents

Grenoble : La mairie EELV- PG contre les services publics

Le maire, Eric Piolle et les élus PG sont en train d'appliquer un plan de liquidation d'un certain nombre de services publics et de suppression de postes dans les personnels municipaux, qui rencontre l'opposition d'une majorité de la population.

Jean Pierre Juy, militant du PG de l'Isère, explique le 2 octobre dans une interview donnée au Dauphiné Libéré : « On fait comment, nous, pour faire la campagne anti-austérité de Mélenchon, si on doit accompagner sans rien dire le plan d'Eric Piolle ? » et il ajoute : « A Grenoble, plus qu'ailleurs, les grands discours enflammés ne suffisent pas. Il y a une conscience politique et une culture du débat qui est plus forte ici. A Grenoble, on ne peut pas seulement dire qu'on va renverser la table pour que les

Extrait du bloc-notes La Commune n°110

Hôpitaux : vers le tous ensemble

Ainsi va la France, vue d'en haut. En bas, pendant que les caméras sont braquées sur les policiers, la colère gagne en profondeur dans les hôpitaux et, en particulier, à l'AP-HP. Sous la poussée des personnels, les fédérations syndicales appellent à une journée nationale de grève le 8 novembre. Le tous ensemble, au même moment est l'aspiration qui monte de toutes les AG et de nombreuses bases syndicales.

Dès le mois de juin, la CGT du CHU de Clermont Ferrand affirmait :

« Dans ces conditions difficiles, le Syndicat CGT du CHU de Clermont-Ferrand estime que le combat pour mettre en échec l'offensive gouvernementale contre les personnels hospitaliers et les hôpitaux publics est nécessaire dans le cadre d'une initiative unitaire et centralisée nationalement de tous les hôpitaux publics. »

Plus récemment, en septembre, l'AG du personnel de l'Hôpital Broca votait une motion affirmant « les personnels et **les organisations syndicales demandent à ce que les organisations syndicales centrales CGT, FO et SUD, appellent à la grève des hôpitaux pour le retrait intégral du plan HIRSCH.** »

La fédération FO a elle-même recensé les toutes dernières actions :

« Les syndicats contre les groupements hospitaliers de territoire

Localement, de nombreuses mobilisations ont déjà eu lieu. À Voiron, dans l'Isère, les personnels de l'hôpital, médecins et agents hospitaliers, sont mobilisés depuis début septembre contre un plan de 50 suppressions de postes. Ils combattent un projet qui s'inscrit dans le contexte de mise en place des GHT.

Au CESAME (Centre de santé mentale angevin), un établissement public qui emploie 1 200 salariés à Sainte-Gemmes-sur-Loire (Maine-et-Loire), 25 % des agents ont débrayé et se sont rassemblés le 14 octobre pour protester contre la suppression d'une vingtaine de postes et quarante lits d'ici à 2018.

À Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), où des grèves ont touché différents services cette année, le syndicat FO de la Cité sanitaire a été reçu à sa demande par l'Agence régionale de santé le 21 octobre. Un rendez-vous dont l'objet était de signaler le manque de moyens humains et de condamner les restructurations à l'œuvre, notamment en psychiatrie et en gastrologie, où la fermeture de 15 lits est à l'ordre du jour alors que l'activité est en augmentation de 4 %. Le 8 novembre, les salariés de l'hôpital de Saint-Nazaire sont appelés par leur syndicat FO à manifester devant l'hôtel-Dieu à Nantes. »

Toutes les actions, AG, débrayages, grèves, manifestations locales tendent vers un seul et même but : suppression des groupements hospitaliers du territoire, abrogation de l'arrêté Hirsch sur « l'organisation du temps de travail », maintien de tous les acquis et primes (NBI -nouvelles bonifications indiciaires pour

certaines catégories de personnels), abrogation des lois Bachelot-Touraine, annulation de toutes les suppressions de postes et de lits.

En région parisienne, la manifestation prévue le 8 novembre doit se diriger vers le ministère, face au ministère, là où ça se décide.

Et si au soir de la grève d'avertissement du 8 novembre, Hirsch-Touraine n'ont pas cédé ? Nul doute que les personnels, les syndiqués, les militants attendront alors de leurs fédérations qu'elles élèvent la mobilisation à un niveau supérieur.

30-10-2016

Modifié le dimanche 30 octobre 2016

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>